

Ndjamena 2021-Elysée 2022

Leslie Varenne

05 février, 2021

Notes

Le sommet de Pau avait été organisé par la France, en janvier 2020, pour clarifier les relations avec ses partenaires du G5 Sahel et les rappeler à leurs obligations en termes d'engagement militaire. La manière dont Emmanuel Macron avait « *convoqué* » ses homologues africains avait suscité de vives polémiques et surmédiatisé ce rendez-vous. Si la prochaine réunion de Ndjamena, qui se tiendra les 15 et 16 février, se prépare dans un climat plus apaisé, elle provoque néanmoins une grande effervescence tant du côté des autorités que des observateurs. Elle semble donc ouvrir la voie à une de ces grand-messes annuelles dont les partenaires internationaux raffolent. Mais pourquoi ritualiser ce genre de rendez-vous ? Ils donnent de la visibilité aux groupes terroristes qui savent aussi manier l'arme de la communication et en profitent pour mettre la pression sous de multiples formes, y compris par des attaques ciblées. Ils donnent également lieu à des bilans sur les actions menées et sur la stratégie adoptée lors du sommet précédent. L'expérience montre que la comparaison entre les résultats et les engagements pris est souvent peu flatteuse. A ce titre, Ndjamena est encore plus risqué que Pau, tout ce qui sera dit dans la capitale tchadienne, toutes les décisions adoptées seront analysées l'année prochaine, à l'aune du bilan écoulé, alors qu'Emmanuel Macron sera en pleine campagne électorale.

Envoyés au front pour une grande campagne de... communication

Le président français semble convaincu que, outre le bilan de sa gestion de la crise sanitaire et sociale sur le plan intérieur, c'est sa conduite de la guerre dans le Sahel qui témoignera de son succès ou de son échec à l'international. Non pas que ce conflit soit une préoccupation majeure des Français, mais Emmanuel Macron sait que ses challengers ne manqueront pas de s'engouffrer dans les brèches et que concernant ce conflit, c'est sa capacité à porter la casquette de chef des Armées et son action internationale, traditionnellement pré-carré du Président, qui seront interrogées.

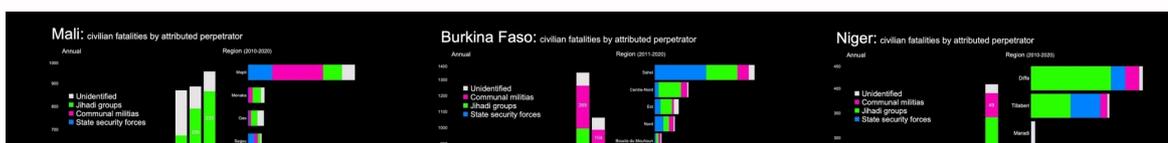
A la veille du sommet de Ndjamena, une campagne de communication tous azimuts et toute à la gloire de l'action française dans le Sahel est en cours. Devant le Sénat, Florence Parly a déclaré le 20 janvier « *les résultats sont là, la situation s'est améliorée (...) dire que la France est engluee dans une guerre sans fin est faux. Nous ne resterons que le temps nécessaire pour que les forces armées de nos amis et partenaires sahéliens soient en mesure de mener ce combat elles-mêmes et pas un jour de plus.* » Puis, en répondant aux questions des sénateurs, elle a souligné les progrès des armées nationales.

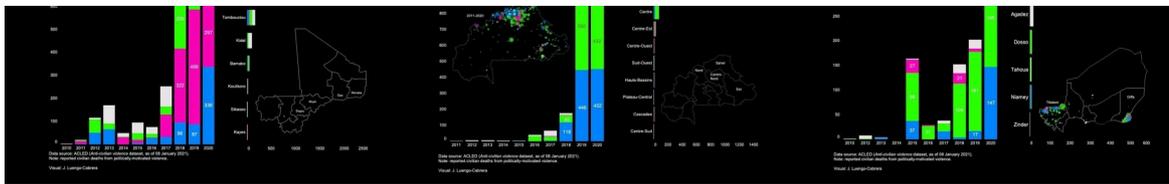
Elle a également salué la réussite de l'opération Eclipse menée conjointement par Barkhane, les Forces armées maliennes et la force G5 Sahel, qui aurait permis d'éliminer une centaine de djihadistes dans la région des Trois frontières.

A Orléans, lors d'un comité exécutif consacré aux questions de contre-terrorisme, Florence Parly a une nouvelle fois tenu à rappeler l'élimination en février 2020 d'Abdelmalek Droukdel, chef d'Aqmi, et de Bah Ag Moussa coordinateur des actions du JNIM en novembre de la même année. A cette occasion, elle a déclaré « *s'en prendre aux hiérarques des groupes terroristes c'est fragiliser toute l'organisation et sa capacité de nuire.* » C'est exactement ce que pensaient les Américains en Afghanistan, ils ont tué des chefs pendant 18 ans, pour quels résultats ? Pour finir par négocier avec les Talibans...

Même Bernard Emié a tenu à participer à l'exercice, pourtant, il est rare qu'un patron de la DGSE s'exprime publiquement et encore plus exceptionnel qu'il lève le voile sur les coulisses des opérations, il a lui aussi rappelé l'élimination des deux hommes.

Triste bilan





S'ils insistent tant sur leurs victoires tactiques et qu'ils brandissent les « *éliminations* » comme des trophées de guerre, c'est parce que le bilan est peu flatteur.

La réussite d'Eclipse a été balayée dans la journée du 3 février par l'attaque du poste de Boni, ville située sur l'axe Douentza-Hombori, précisément dans la zone de l'opération tant vantée. Au dernier décompte, il y a 10 militaires morts, 10 blessés et d'importants matériels emportés par les assaillants. Ces derniers sont arrivés sur les lieux en moto mais, selon le journaliste Wassim Nasr, ils disposaient aussi d'au moins un véhicule blindé, volé à la Minusma en 2019. L'attaque a été revendiquée par le JNIM, qui démontre par cette action qu'il n'est pas affaibli et que si l'élimination de Bah Ag Moussa est une perte importante, elle ne l'empêche pas d'être opérationnel.

La montée en puissance des forces armées nationales est, elle, noircie par les données d'Acled (voir graphique, ci-dessus) et le dernier rapport de la division des droits de l'homme de la Minusma. Au Burkina Faso et au Mali ce sont elles qui sont responsables du plus grand nombre de morts civils, 2020 a même été la pire année, y compris au Niger, même si c'est dans une moindre mesure. La part des milices dans ce bilan macabre est aussi très importante. Au Mali, l'armée et les groupes dits d'autodéfense sont responsables de plus de 70% des décès, au Burkina Faso de 55%, laissant les groupes armés terroristes loin derrière.

L'impuissance

Pourquoi Emmanuel Macron n'a-t-il jamais agi sur ces deux leviers qui permettraient de faire baisser le niveau de violence de manière importante ? La France n'a jamais demandé à ses partenaires de dissoudre ces milices dont certaines sont proches des Etats : Dan Na Ambassagou au Mali, Koglweogos et Volontaires pour défense de la patrie (VDP) au Burkina Faso.

Quant aux exactions des armées nationales, elles reflètent l'impuissance diplomatique d'Emmanuel Macron. Ayant fait preuve d'une coupable indulgence vis-à-vis du président Ibrahim Boubakar Keïta (IBK) sur la question du comportement de l'armée malienne et l'emploi des milices pro-gouvernementales, il est difficile de se montrer plus exigeant vis-à-vis des autorités de transition contrôlées par cette même armée. En outre, la formation des armées nationales, donc au droit humanitaire international (DIH) est dévolue à l'Union Européenne. Le président français est désarmé pour les stigmatiser, un constat d'échec trop sévère dans le domaine particulièrement sensible des droits de l'homme pourrait tétaniser des Européens déjà réticents à s'engager.

En outre, le paysage s'est transformé, l'épicentre de la violence se trouve désormais dans le Centre du Mali, c'est une guerre de tous contre tous, Bambaras, Peuls, Bozos, Dogons, milices, groupes d'autodéfenses, bandits et bien entendu, djihadistes. Or, dans cette partie du pays, la réponse ne peut pas être seulement sécuritaire, trop de protagonistes, trop d'imbrications trop densément peuplée. Le risque serait de voir se multiplier des « *bavures* » comme celle qui aurait eu lieu à Bounti dans le cercle de Douentza, où 19 civils auraient été tués, le 3 janvier dernier, par des frappes aériennes françaises alors qu'elles assistaient à un mariage. Barkhane réfute cette version et assure n'avoir ciblé que des terroristes. Le problème demeure, une enquête de la Minusma est en cours, mais cet événement démontre combien il est difficile d'intervenir dans la zone et d'identifier les acteurs.

La fabrication de l'ennemi

Dans ce contexte à la fois confus et hautement politique, le choix récent de privilégier le JNIM et son chef actuel, Iyad Ag Ghali, comme ennemi de référence interroge. A Pau, c'est l'Etat Islamique dans le Grand Sahara (EIGS) qui avait été désigné comme cible prioritaire. Ses ambitions hégémoniques, son dogmatisme religieux intransigeant, sa violence très directement inspirée des sinistres faits d'armes de Syrie y avaient été décrites à l'envi.

Par un surprenant retournement de l'histoire, le JNIM et son chef sont désormais identifiés comme le nouvel homme à abattre. A Orléans, le patron de la DGSE, Bernard Emié a brossé leurs portraits : « *ces individus sont des assassins qui ont semé le chaos dans le Sahel* ». Puis il a projeté une vidéo d'une réunion entre Iyad Ag Ghali, Abdelmalek Droukdel et Amadou Koufa, chef de la Katiba Macina qui aurait eu lieu en février 2020. Au cours de cette réunion, les trois hommes auraient conçu leur projet d'expansion vers le Golfe de Guinée. Quel scoop ! il faut espérer que la DGSE n'a pas attendu février 2020 pour comprendre ce que tous les observateurs de la zone savaient déjà : il existe des cellules dormantes djihadistes qu'elles soient de l'Etat Islamique ou d'Al-Qaida, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Bénin, au Togo...

Bernard Emié a également déclaré que le terrorisme avait désormais deux épicentres, la zone irako-syrienne et le Sahel et que « *les djihadistes réfléchissent à des attaques en Europe* ». A n'en point douter, Ndjamena consacrera donc le JNIM, comme figure du nouveau grand satan.

Pourtant, Iyad Ghali, est de fait l'interlocuteur des autorités maliennes dans ce qui n'est encore qu'une timide esquisse de dialogue. En outre, selon le dernier rapport de la Minusma, les accords locaux de paix signés entre Peuls et Dogons dans les cercles de Bandiagara, Bankass et Koro ont été parrainés par le JNIM. Ces accords ont, par ailleurs, permis de réduire de 40% les attaques dans le Centre par rapport au dernier trimestre. Certes, les djihadistes, étant en position de force, imposent leurs règles, mais cela prouve qu'il existe des marges de manœuvre. Ce sont ces

marges que les autorités de transition semblent vouloir explorer pour enfin déboucher vers une solution malienne au problème malien.

Comment comprendre alors la position française ? A quoi servent ces déclarations anxiogènes ?

A inciter les Européens réticents à s'engager dans l'opération Takouba en leur offrant un ennemi simple et bien identifié, sorte de Ben Laden sahélien ? A convaincre l'ami américain de continuer à soutenir l'action de Barkhane ? D'autant que, la nouvelle administration Biden adoptant la même posture que celle de Donald Trump, continue, à en croire le Canard Enchaîné, de souffler le chaud et le froid.

Plus probablement, à se prémunir d'un mauvais bilan en 2022. Si la situation est toujours aussi catastrophique dans le Sahel, Emmanuel Macron pourra alors expliquer aux Français et aux Européens que, grâce à son action, des attentats ont été évités, les terroristes ne se sont pas invités dans le Golfe de Guinée...

Cela suffira-t-il ? A moins que ne se reproduise le scénario Ben Laden, son élimination était tombée à point nommé pour faire oublier l'échec américain en Afghanistan, le temps d'une élection...

Leslie Varenne

Downloaded from:

http://iveris.eu/list/notes/530-ndjamena_2021elysee_2022

© copyright 2021 by Iveris. Tous droits réservés.